

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

L'INCURIE ADMINISTRATIVE fera de la crue UNE CATASTROPHE

Ainsi qu'il fallait bien s'en douter tous ces jours derniers la crue n'a pas tardé à se muer en inondation et à devenir un véritable désastre. Il n'était pas besoin d'être un bien grand prophète pour le prévoir. En effet, depuis qu'il existe la Seine et des administrations pour surveiller le cours de la Seine, la situation est demeurée la même. Chaque année, les services dits « compétents » ont fait preuve de leur extraordinaire incapacité. Tant que le fleuve veut bien rester sagement dans son lit, tout va pour le mieux, mais dès qu'il commence à rouler ses eaux terribles et à gronder sous les ponts, la lamentable histoire recommence. On se précipite subitement, on oppose aux éléments furieux de ridicules barrages, on pompe hâtivement l'eau qui emplit les caves pour la rejeter dans la Seine, on se dépense férilement, et, résultat : on ne retarde pas le désastre d'une seconde.

Et, naturellement, toutes ces mesures de fortune ne sont pas sans entraîner de gros frais. Il faut mobiliser des bataillons d'ouvriers, amener d'immenses quantités de briques, de sable, de pavés, de planches, etc... pendant qu'on est obligé, un peu partout, de couper la circulation et de suspendre les communications. Et malgré cet argent gaspillé en pure perte, malgré toutes ces chinoises administratives qui plongeraient dans l'hilarité si la situation était moins tragique, malgré tout cela le fleuve déborde et c'est l'inondation.

Il est un peu superflu de s'étendre sur toute la misère qu'entraîne un tel état de choses. Pourtant il est de pénibles détails que l'on ne peut passer sous silence. Les services techniques, qui ont été chargés de parer à de semblables catastrophes et qui ont assumé ainsi toute la responsabilité d'une telle mission, ces services, disons-nous, n'ont pas le droit de se moquer de la sorte des pauvres gens qui habitent le long du fleuve. Tous ces riverains et surtout ceux de banlieue — pour le moment tout au moins — voient leurs maisons envahies par l'eau, leurs jardins recouverts et leurs cultures noyées. Le mobilier, qu'ils n'ont pas eu le temps de mettre à l'abri, est saccagé ; les voitures qu'ils élevaient sont emportées par la crue. Eux-mêmes doivent quitter le logis et se réfugier chez des amis ou des voisins plus fortunés. L'angoisse de tous ces malheureux est indicible. Il faut avoir vu les femmes partir avec leurs enfants et s'attarder sur les bateaux, les yeux fixés sur la demeure abandonnée. Il faut avoir parlé aux hommes qui s'aventurent sur les passerelles et tentent, une dernière fois, le sauvetage d'un meuble ou de quelques bibelots. Et lorsqu'on a coudoyé cette détresse on ne saurait trouver de mots assez expressifs pour qualifier la conduite des responsables.

Ah ! nous commençons à les revoir les responsables, ceux qui avaient dit avec Millerand après les inondations de 1910 : « Dites-le bien, toutes les mesures nécessaires seront prises... ». Certains travaux indispensables ont été déjà entrepris... » Ils vont, graves et importants, le long des quais recouverts. Ils se transportent en banlieue. Ils prennent des notes, questionnent le capitaine de pompiers et prononcent d'énergiques paroles de réconfort. Ils rentrent ensuite dans leurs bureaux, et les pieds au chaud, s'apitoient sur le sort des sinistrés, comparent les vieilles statistiques, comparent, regardent leur montre, bâillent, et s'en vont prendre l'apéritif sur les grands boulevards, répondant à tous ceux qui les questionnent : « Euh !... Evidemment... très malheureux... mais nécessaire est fait... immenses travaux en train... vous verrez... » Et ainsi jusqu'à ce que la Seine, enfin calmée, se décide à revenir chez elle. Alors les responsables s'essuieront le front : « Hein !... ça y est tout de même !... » Et les voilà tranquilles jusqu'aux prochaines inondations.

Il faudrait pourtant que cette comédie prenne fin — si l'on peut appeler comé-

die les agissements de ces individus sans scrupules qui vont à la misère des milliers de familles. Qu'on ne vienne pas dire que c'est par « économie » que depuis 1910 aucune mesure n'a été prise par le gouvernement. Des rapports d'experts avaient établi qu'il suffirait d'un milliard sept cent mille francs pour remédier définitivement à de semblables catastrophes.

Certains experts prétendent même qu'avec une somme de huit cent millions, des mesures suffisantes pourraient être prises. « C'est trop coûteux ! » objecteront peut-être quelques personnes. Allons donc ! Il suffit ici de quelques chiffres pour démontrer comment sont peu valables les arguments que l'on voudrait nous opposer : *Le dommage causé aux biens personnels, mobiliers et immobiliers dans les trois seules crues de 1876, 1910 et 1920, s'élève à plus de deux milliards.* Et alors que deux milliards sont ainsi gaspillés, on ne peut pas trouver les huit cent millions qui eussent permis d'établir : 1^o Un canal de dérivation de la Marne ; 2^o Une mise en état des berges, des quais, avec surélévation des parapets aux points cotiers les plus bas, dans l'intérieur de Paris.

Et comme mesures corollaires la modification et la transformation de cer-

tains ouvrages d'art, ponts et écluses ; l'approfondissement du fleuve et la continuation des grands égouts collecteurs.

Cet exemple suffit à faire ressortir toute la mauvaise foi et l'hypocrisie des hommes qui viendront, demain encore, protester de leur bonne volonté.

Ce n'est certes pas nous qui demanderons au gouvernement quoi que ce soit. Ce n'est pas dans nos habitudes ! Mais une fois de plus nous établirons quelques constatations : c'est que le peuple, en n'importe quelle matière, ne peut avoir confiance en ceux qui s'engagent le droit de penser et d'agir pour lui. La catastrophe d'aujourd'hui n'est pas comme celle du Japon un de ces cataclysmes devant lequel l'homme n'a qu'à s'incliner. Une inondation peut être combattue. Mais comme chaque fois qu'il s'agit d'une affaire de quelque importance, ce n'est pas sur nos charlatans qu'il faut compter pour vaincre.

Ah ! s'il fallait quelques milliards pour fabriquer des canons, des munitions et entreprendre une nouvelle dernière guerre... S'il fallait de l'argent, beaucoup d'argent pour une œuvre de mort, alors on les verrait, tous nos beaux bateleurs, vider leurs coffres... Mais voilà... il ne s'agit ici que d'une œuvre de vie, et cela ne saurait les intéresser.

GEORGES VIDAL



Le Quai Saint-Michel inondé

Les Progrès du flot

Malgré l'optimisme des communiqués officiels, la réalité est loin d'être rassurante.

Si la baisse s'accentue sur les affluents supérieurs de la Marne, par contre on signalise encore des pluies dans le bassin supérieur de l'Yonne (12 mm. en 24 heures), le péril ne semble donc pas être suspendu, bien au contraire et les inondations font presque partout des progrès désastreux.

A Paris

La cote qui était hier matin de 6 m. 65 au pont d'Austerlitz est aujourd'hui de 6 m. 92. La circulation est complètement arrêtée sur le quai de la Gare, l'eau a envahi la chaussée et les caves des maisons environnantes sont inondées. Avec des moyens de fortune insuffisants, l'on essaie d'arrêter le désastre.

C'est ainsi, que passé le boulevard de la Gare, l'on a installé des bâches, pour empêcher la Seine de sortir de son lit. Ceci semble un conte pour le « Canard Enchaîné », mais c'est hélas la stricte réalité.

Près du pont d'Austerlitz, l'on commence maintenant qu'il est trop tard, à construire des barrages, avec des pavés de gré et de la terre. Bien que ce soit insuffisant, il y a déjà amélioration sur les barages en toile. Il faut donc espérer que lorsque le désastre sera complet l'on pourra prendre des mesures.

La voie ferrée de Paris-Versailles, qui chaque matin déversait sur Paris un flot de prolétaires se rendant au travail, est complètement immergée. La circulation est par conséquent interrompue.

Les caves et dépôts de la Compagnie Maritime de la Seine sont pleins d'eau.

Le spectacle que donne ce coin de Paris est navrant.

Sur le quai d'Austerlitz, près de 600 boîtes de papier-journal sont totalement inutilisables.

Quantité de matériaux ont été détruits par le désastre et les dégâts matériels doivent être énormes.

Si dans les quartiers riches des Champs-Elysées, des infiltrations d'eau se sont produites, se sont surtout les quartiers pauvres qui souffrent, car ils sont plus proches des berges.

L'on évacue les pauvres masures des travailleurs et plusieurs ménages ont été transportés au bastion 57.

Les pauvres victimes voient avec terreur le moment où seront perdus les quelques meubles qui sont leur seule richesse et qui représentent souvent une vie de la leur.

Ca et là des pompes puissantes sont en action pour évacuer l'eau des immeubles, mais elles ne sont pas en nombre suffisant.

Espérons, puisque c'est notre seule ressource, que la crue s'arrêtera, et que les prévisions maximum prévues pour dimanche ne seront pas dépassées.

Et la Seine menace la scène

Si la crue continue ses ravages, de nombreux théâtres se verront contraints de fermer leurs portes.

En 1910, l'Opéra, le Châtelet, les Variétés, le Vaudeville, Sarah-Bernhardt, Michel, les

Arts, la Comédie-Royale, Parisiana, la Pépinière, etc., furent dans l'obligation de ne pas jouer, l'inondation des caves ne permettant ni le chauffage, ni l'éclairage.

Cependant, on finit par établir des éclairages de fortune et des pompes furent installées en quelques heures. On avait placé une forte machine dans le jardin du Palais-Royal pour alimenter en lumière la Comédie-Française ; à l'Opéra-Comique, M. Carré fut le premier à se procurer une puissante locomotive actionnant une dynamo génératrice d'électricité. A l'Opéra, on avait muré les machines de l'usine transformatrice, mais l'eau montant dans les dessous jusqu'à une hauteur de huit mètres interrompit l'arrivée du courant, bien que l'usine fut intacte. On produisit alors de la lumière avec deux locomobiles empruntées à des manèges de montagnes russes et de chevaux de bois.

Devant la difficulté de se procurer d'autres locomobiles, le Palais-Royal éclaira la salle avec trois cents lampes à huile et la scène avec un énorme lustre de bougies, les Nouveautés utilisèrent l'acétylène.

Jusqu'à cette heure, les Champs-Elysées sont le plus en danger. Par infiltration l'eau s'est déjà glissée dans les caves qui sont à plus de dix mètres sous terre.

Dans certaines salles l'eau atteint déjà 10 ou 15 centimètres, le ronronnement des machines est tout proche ; des ouvriers sont occupés à construire un mur pour empêcher l'eau d'atteindre les dites machines. Il n'y a pas encore eu lieu de boucher aucune porte, mais si cela continue, cette précaution sera prise dès que ce sera nécessaire.

Certainement, il serait regrettable de voir interrompre les représentations des théâtres — surtout quand il s'agit d'une scène d'art et de pensée comme le Théâtre des Champs-Elysées où l'on joue Ibsen, Gorki, Crommelinck, Claudel, Lenormand, Jules Romains et tant d'autres écrivains dramatiques...

Mais qu'est cela à côté de l'affroyable misère des pauvres intérieurs où l'eau gagne les bords du lit. Qu'est-ce cela à côté des gosses chassés de leur berceau par l'inondation ?...

En banlieue

ALFORTVILLE

Le désastre est complet. La ville est morte. Aucune boutique n'est ouverte, tous les rez-de-chaussée ont été évacués et d'heure en heure la situation s'aggrave.

La Marne a monté depuis hier de huit centimètres et la Seine continue sa tragique ascension.

Les égouts rejettent sur la chaussée les eaux de la Seine qu'ils ne peuvent plus retenir.

L'on tente en vain de sauver le mobilier des sinistres, mais on a tout juste le temps de procéder au transport des vieillards, des malades et des enfants, sacrifiant tout le reste. Là comme partout d'ailleurs, l'im-

pression est terrible. L'on assiste à la ruine de toute une population, sans qu'il soit possible d'enrayer le fléau.

Toutes les mesures qui avaient été prises, trop tard naturellement, ont été insuffisantes et les pompes qui avaient fonctionné jusqu'hier 3 heures de l'après-midi, sont arrêtées, la lutte contre les éléments étant impossible.

Que de misères demain, dans cette cité si joyeuse et si gaie en temps normal ?

Combien de temps devront-ils travailler, les malheureux, pour regagner ce qu'ils auront perdu ?

NOGENT-SUR-MARNE

L'on ne peut approcher, toute tentative serait inutile. Le désastre s'accroît chaque jour : depuis hier, 400 immeubles ont été atteints par les eaux.

A Champigny, 1.400 à 1.500 immeubles sont atteints ; au Perreux, 1.200 environ.

CHOISY

Le quartier des Gondoles, essentiellement ouvrier, a subi un dommage colossal, il est complètement immergé.

On n'a même pas eu le temps de déménager et l'on s'est enfui devant le fléau.

Les rues des quartiers hauts sont emplies de sinistres, déambulant tristement, pauvres acteurs de l'affroyable tragédie.

Plus de 600 chômeurs sont logés par les soins de la municipalité, mais il faut les nourrir, et les secours n'arrivent pas.

Toujours, toujours, quelle soit la catastrophe, la classe ouvrière est la première victime.

PUTEAUX

Les quais sont immergés, la chaussée des rues avoisinantes sont pleines d'eau et quatre usines ont fermé leurs portes.

Il y a plus de 400 chômeurs.

(Voir la suite en 3^e page)

A ce soir

Ce soir, à 20 h. 30, Maison Communale, 49, rue de Bretagne, assemblée plénière de la Fédération Anarchiste de la région parisienne.

A l'ordre du jour :

1^o Notre campagne pour l'amnistie ;
2^o Propositions de la Fédération pour la réorganisation du Comité d'Initiative de l'Union Anarchiste ;
3^o Discussion sur la marche du quotidien.

Nous invitons tous les camarades à venir nombreux à cette réunion pour discuter et résoudre, dans l'intérêt de la propagande, les questions qui seront soumises à leur jugement.

que tous les objets de première nécessité ont subi cette hausse fantastique. Que nous prenions la viande, le lait qui valait 0 fr. 20 le litre et que nous payons aujourd'hui 1 fr. 40, le beurre que l'on avait à 1 fr. 20 la livre et qui nous coûte à présent 9 fr. et les légumes, les effets, tout ce que le peuple ne peut pas ne pas acheter et nous sommes loin des 360 p. 100 que donnent nos statistiques.

Quel d'effroyant, dans ces conditions, que la maladie ravage les classes laborieuses, que la tuberculose fasse d'effrayantes progressions et que la mortalité dissème la classe ouvrière dans des proportions effrayantes.

Les cités industrielles souffrent davantage encore de cette situation précaire, que la campagne.

Au manque de nourriture des ouvriers des villes s'ajoute un air vicié, le logement insalubre, un hygiène déplorable et une activité fiévreuse qui vient le citadin bien plus vite que le travailleur de la terre.

Il paraît donc indispensable de revenir à un équilibre plus adéquat aux besoins des masses et les commissions et sous-commissions ne peuvent certainement pas y réussir.

Il est donc évident qu'une société basée sur le capital, dont tous les rouages sont gouvernés par les représentants de la finance incapables de stabiliser une situation comme celle que nous subissons, ne peut se permettre longtemps encore.

La crise de la vie chère, qui va en s'accentuant, dépasse les bornes et fera peut-être un jour prochain se dresser ceux qui en sont victimes, car les gouvernements n'arriveront pas à l'enrayer ; il faudrait, pour cela, qu'ils s'attaquent à ceux qui les soutiennent et ils ne le feront pas.

La simple annonce que le gouvernement allait prendre des mesures a provoqué chez les mercantis une protestation et, une décharge que nous recevons ce soir, de Troyes, nous informe que les associations agricoles de l'Aube s'élèvent contre toute diminution des droits de douane sur les blés étrangers, prétendant que le prix de la vie ne serait pas réduit d'une façon sensible par cette mesure.

Malgré que l'Amérique regorge de blés et soit prête à en livrer à la France à des prix avantageux qui permettraient de vendre le pain meilleur marché, nous continuerais à le payer 1 fr. 20 le kilo et peut-être 1 fr. 30 prochainement.

Supprimer les droits de douane sur les

Elles ne seraient certainement pas suffisantes, alors que toutes les marchandises françaises ont le même privilège et sont garanties de la même façon que le blé par des droits de douane prohibitifs.

La seule mesure efficace qui s'imposerait et qui pourrait peut-être donner quelques résultats ne sera pas prise par le gouvernement, que ce soit le Bloc National qui le dirige ou le bloc des gauches.

Imposer la libre importation et le libre échange en France n'est donc pas du domaine gouvernemental.

Lorsque le peuple, et nous ne le répétons jamais assez, comprendra qu'il a le droit d'exiger ce qui lui est dû, que le monde regorge de vivres et que s'il en manque la faute en est à la spéculación dégénérante des mercantils et des financiers, lorsqu'il prendra de force ce qu'or lui refuse de bon gré, le régime de M. Chérèn aura vécu et, avec lui, tous les intermédiaires voraces qui bénéficient de la meilleure partie de notre production.

J. CHAZOFF.

A propos de la sœur Claudia

Dans quelques jours nous reviendrons sur l'affaire Sœur Claudia et produirons des documents qui confondront l'Action Française et la supérieure de Saint-Lazare.

Un peu de patience seulement.

Aujourd'hui nous voulons que nos lecteurs goûtent les quelques fantaisies de bon sens que l'Œuvre a publiées hier sur le sujet et sous la signature de la Fouchardière :

Aux yeux éblouis de la petite religieuse, la flamme incendiaire de l'anarchie éclairant l'humanité totale, parut plus brillante et plus belle que la douce veilleuse agonisant devant le Sacré-Cœur. Elle crut découvrir une religion plus humaine, plus vivante ; en tout cas, une religion nouvelle... En sens inverse se produisit une conversion semblable à celle qui bouleversa l'âme imbécile et vénémente de Polyenote. Comme les martyrs des âges fervents, Germaine Berton, dans la grotte même, avait gagné une âme à sa foi. C'est ainsi que la vierge sage, disciple de la vierge folle, partit à travers les embûches du monde pour confesser les fausses idoles après avoir abjuré le Christ...

La petite sœur Claudia se rendit chez les anarchistes, que nous devons nous figurer comme des lions dévorants. Elle pénétra chez les libertaires affranchis de toute morale, déjeuna avec un compagnon libéré de tout frein social... Elle coucha même dans le lit d'une dame qu'elle avait connue à Saint-Lazare et dont l'amie était absente.

Non seulement personne ne mit un revolver dans la main de sœur Claudia, avec le conseil d'aller abattre quelque ministre ou quelque journaliste (conseil que la néophyte eût certainement suivi dans toute l'innocence de son cœur), mais encore la pureté de la sainte fille demeura immaculée...

C'est à partir de mardi prochain 8 francs que le prix des Abonnements sera porté au tarif suivant :

FRANCE ETRANGER
3 mois : 16 frs. 3 mois : 24 frs.
6 mois : 32 frs. 6 mois : 48 frs.
un an : 64 frs. un an : 96 frs.

Passé le 15 courant, les Abonnements partent du 1^{er} et du 16 de chaque mois.

Réflexions

Les gouvernements bâissent sur la pro-digieuse faculté d'oubli des peuples. Depuis que Paris existe, des inondations périodiques l'ont cent fois dévasté et rendu putride. Nous en avons les témoignages historiques. Sous les rois, on promenait la chasse de vagues saints, en procession solennelle ; et populo rentrait chez lui, enjoué, berné et content. Aujourd'hui, nous n'avons même pas ça. Quelques mots sont jetés par un ministre et la masse s'en satisfait. Le symbole, c'est le "Je suis content, content, bien content !" de ce pauvre aburi de Clemenceau, quand les Allemands vinrent jusqu'à Château-Thierry. Mot épique, admirable et délicieux de clown recevant des coups de pied au derrière et manifestant ainsi son bonheur. Aujourd'hui, la Seine déborde. Tous les jours on va faire annoncer par les journaux que l'inondation est finie. C'est le système nouveau. Ne croyez pas être mouillé, vous serez sec ! Et le mouton de Panurge croit. S'il rouspète, on enverra un sous-secrétaire d'Etat ou quelque autre gallard bien portant ordonné à la Seine : Arrête-toi ! Et comme elle s'arrêtera bien un jour, le pouvoir pourra dire à ses ouailles : Sans moi, c'aurait été le déluge !

Il faudrait pouvoir démontrer au peuple que ces gens se f... de lui, que tout en eux est singeries de farceurs qui gagnent beaucoup, satisfont leur orgueil et tiennent à leur place. Quant à s'intéresser aux malheurs de la population, quelle blague ! Mais, en 1924, quand je vois ces malheureux, gorgés de misère, bayer aux boniments de nos maîtres et, le ventre vide, croire, puisqu'en le leur a dit, qu'ils ont une indigestion, il me faut admettre vraiment la morale Nietzscheenne. Comment croire à l'Egalité devant un tel foisonnement de sottise ? Laisse la Seine envahir la bicoque, malheureux, ta femme et tes gosses y prendront des bronchites et claqueroient. Tu perdras le fruit de vingt ans de travail et tu toucheras 150 francs d'indemnité, par grâce !

Mais ton voisin, l'usinier qui utilise le lait qu'il faudrait pour nourrir les gosses à faire ce qu'on nomme "Galath", cette idiote imitation de l'"Onyx", ton voisin qui aura perdu son tapis essuie-pieds et son massif de rosiers de l'an passé, ton voisin touchera cinq cent mille francs d'indemnité. Et il réduira le salaire de tes frères de misère. Toi, tu n'en attendras pas moins avec impatience le mardi-gras pour aller faire l'andouille sur les boulevards. Et tu voteras pour ton patron aux prochaines élections. Et prépare-toi tout de suite pour les prochaines inondations, imbécile !

Renée DUNAN.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos ♦♦♦ d'un Paria

Depuis le fameux procès qui eut pour résultat la condamnation par ricochet — ça se passe — de l'Action Française, de ses méthodes et de ses mœurs policières, l'institution du jury a passé sous les fourches caudines de tout ce qui en France et à l'étranger se sert d'une plume pour la défense sociale des principes vêtus de la monarchie.

Il n'aurait pu que critiquer, lui, l'attitude de l'accusée, du défenseur et des témoins s'il était écrit pendant le procès.

Qui eut cru trouvé tant de pureté chez cette fleur de la jaunisse ?

Ainsi quand Germaine Berton risquait sa vie contre cette ennemie de la classe ouvrière qu'est l'Action Française, quand elle déclarait fièrement qu'elle avait voulu abattre Daudet parce qu'il était un des responsables de l'occupation de la Ruhr, tout cela n'intéressait pas Momousseau.

Il n'aurait pu que critiquer, lui, l'attitude de l'accusée, du défenseur et des témoins s'il était écrit pendant le procès.

Qui eut cru trouvé tant de pureté chez cette fleur de la jaunisse ?

Sur Flotter

Sur ce mouchard, nouvellement découvert, l'Humanité est en polémique avec notre "ami" l'Action Française.

Et au cours de cette polémique, la feuille bolcheviste produit quelques inexactitudes.

Elle écrit : « le faux anarchiste » pour désigner Flotter. Alors que Flotter — partisan de la "Dictature du Proletariat" — s'est séparé des milieux anarchistes depuis plus de trois années.

Elle pond aussi : « Et il y a beau temps que le Parti communiste désireux de ne s'unir pour l'action qu'avec les organisations vraiment représentatives de la classe ouvrière, s'est retiré du Comité pour l'amnistie ». C'est faux ; le Parti communiste fait partie ou faisait partie hier encore du Comité pour l'amnistie, auquel il n'a d'ailleurs adhéré que tout récemment, il y a trois mois à peine.

Où sont les hommes de cœur ?

Aux assises du 12 décembre dernier, on jugeait la bande des cambrioleurs du bureau de poste de la rue Vauvenargues, lorsqu'on arrêta tout à coup la mort de Raymond Radiguet. « Cette nouvelle (c'est l'intransigeant qui parle) n'éveilla nul écho parmi les avocats ni le public, qui se trouve près des tribunes, mais dans le box des accusés, Richard Reith, qui comparaissait sous l'inculpation de recel, entendit cette réflexion étonnée :

— Radiguet est mort, dit-il, Pauvre garçon ! Il avait beaucoup de talent...

Où sont les hommes de cœur ?

Aux assises du 12 décembre dernier, on jugeait la bande des cambrioleurs du bureau de poste de la rue Vauvenargues, lorsqu'on arrêta tout à coup la mort de Raymond Radiguet. « Cette nouvelle (c'est l'intransigeant qui parle) n'éveilla nul écho parmi les avocats ni le public, qui se trouve près des tribunes, mais dans le box des accusés, Richard Reith, qui comparaissait sous l'inculpation de recel, entendit cette réflexion étonnée :

— Radiguet est mort, dit-il, Pauvre garçon ! Il avait beaucoup de talent...

Où sont les hommes de cœur ?

La Vie des Lettres

— M. Léon Franc, interrogé par *Paris-Journal* sur ce sujet : « Y a-t-il des gens trop connus ? répond très justement :

« Le public connaît celui qu'il doit connaître : Descoucelle, non Rémy de Gourmont.

Il n'y a pas d'influence bonne ou néfaste d'écrivains vivants sur un public « gros » ou choisi. Les écrivains sont influencés : Des suivreurs, les maîtres aussi.

Taine ne fut pas le miroir d'un temps avide de connaissance ; un grand poète n'est-il pas un écho ?

Le tempérament, non l'intelligence caractérisant le créateur, le plus balzacien des écrivains n'insuffre point la vigueur des sens à des gens qui considèrent l'art et la vie en dégoûts ou en critiques. Les lieux communs sont leurs doués de force persuasives, il faut à l'affirmation neuve, à la découverte spirituelle le temps nécessaire à sa « pétrification ». La pensée n'agit avec toute sa force qu'accompagnée de la mort. Les idées-force ne sont pas fortes.

Un Barrès obtient des disciples s'il répète : « Quand même ou « pensons-y toujours » non s'il arrose avec délices les délectables fleurs des jardins de Bérénice ou de l'Oronte.

— Sous terre ceux qui exercent une influence sur la jeunesse intellectuelle.

Quels vivants ? Maurras ? Rayon de la politique.

Gide ? Enlevez à Gide la N. R. F. et nous mesurerons sa puissance propre, Romain Rolland ? Non Barbusse, les yeux fixés vers l'Asie... France vieillie...?

Mais, dites, ne serait-ce pas Dufayel qui par ses catalogues et son sens pratique ?

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — A 20 h., Le Jardin du Paradis; La Nuit ensorcelée.

OPERA-COMIQUE. — A 20 h., La Vie de Bohème; Le Voile du Bonheur.

GAIEITE-LYRIQUE. — A 20 h. 25, La Mascotte.

VARIETES. — A 20 h. 30, Ciboulette, musicie de Reynaldo Hahn.

TRIANGON LYRIQUE (boulevard Rochechouart) — A 20 h. 30, Rip.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANCAISE. — A 20 h. 30, Monna Vanna.

ODEON. — A 20 h. 30, Candide.

THEATRE CORA-LAPARCERIE. — A 20 h. 30, L'Oiseau bleu, féerie en 4 actes de Maeterlinck.

VAUDEVILLE. — A 20 h. 30, La Femme nue, de Henry Bataille.

RENAISSANCE. — A 20 h. 45, Le Prince Jean, de Charles Mérié.

NOUVEL-AMEGU. — A 20 h. 30, La Vie de Bohème.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — A 21 h. Amédée et les Messieurs en rang ; Knock ou le triomphe de la mécénat (par Jules Romains).

THEATRE DES ARTS. — A 21 h., L'Ingrate, de Maurice Magre.

VIEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — A 20 h. 30, Bastos le Hardi.

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — A 20 h. 45, Voulez-vous jouer avec moi ? L'Homme rouge.

ALBERT I^e (troupe du Canard Sauvage). — A 21 h. 30, Les Annis de la dernière heure, par André Obey.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h., Les chan-sonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Casol, etc... « Ce sont les pitres », revue.

LE GARILLON. — A 21 h., La Revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h., Les chansonniers Jean Rieux, de Soutter, Remongin, etc... et la revue « T'es bête ».

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbesses). — A 21 h., Charles d'Avray et ses chan-sonniers.

LA LUNE ROUSSE. — A 21 h., Les chan-sonniers Dominique Bonnau, Vincent Hyspa, Jean Rieux, etc...

Chez Thémis

UNE ERREUR JUDICIAIRE A-T-ELLE ETE COMMISE AVANT-HIER ?

(Suite et fin).

Nicoutaz fixant sa femme, demande d'une voix grave :

— Madame se souvient-elle d'une photographie prise sans doute par son amant qui la représentait assise sur un lit, en chemise et en pantalon ?

Protestations indignées de l'ex-épouse. On comprend aisément que cette question ne puisse lui faire plaisir, même si les faits sont faux.

Nicoutaz pose ensuite cette question qui ne paraît pas beaucoup avantageuse :

— Comment me rasais-je en 1911 ?

Mon mari portait une petite moustache, mais pas de barbe.

M^e Nicolai. — Portait-il un bouc ?

Le témoin. — Non, il n'a jamais porté de bouc.

Et c'est ensuite la fille de Nicoutaz qui dépose.

Dix-neuf ans le type d'une midinette assez bien mise.

La situation est délicate pour cette jeune fille. Loin d'accuser son père, elle dira qu'aujourd'hui elle a été victime de l'opposition de son père à son mariage.

Le jury doit se prononcer sur deux questions.

Première question. — Nicoutaz s'est-il rendu coupable de l'abus de confiance qu'on lui reproche ?

Il faut répondre : Oui, dit M. Donat-Guigues.

Deuxième question : Nicoutaz était-il salariarié ? Si vous répondez oui, à cette question, poursuit l'avocat général, c'est la peine de réclusion qui est applicable à Nicoutaz, car le fait d'avoir commis un préjudice à un patron, étant salarié, constitue une circonstance aggravante et de délit, le fait reproché devant crime. L'avocat général estime qu'il était donné que cette affaire remonte à 13 ans qu'on n'a pu retrouver MM. Viger-Lambert — les patrons qui ont subi le préjudice... une peine de réclusion serait trop sévère. Il faudra donc que les jurés indiquent qu'ils admettent pour Nicoutaz le bénéfice des circonstances atténuantes.

La Cour pourra donc prononcer une peine allant de 1 à 5 ans de prison.

C'est le tour de M^e Nicolai du barreau de Nice, venu tout exprès de cette ville pour défendre Nicoutaz.

La voix est claudia et l'on sent en entendant cet avocat qu'il est du Midi. Il a dû solliciter au cœur et il défend son client avec force.

Il plaide non-coupable et insiste sur un point assez important :

La plainte qui déposèrent, en 1911, MM. Viger-Lambert mentionnent que leur empêcheur, l'auteur du vol — l'autre Nicoutaz — portait un bouc. Contradiction flagrante entre cette affirmation et la déposition de l'ex-épouse de celui-ci qui a soutenu à l'audience que son mari n'a jamais porté ni bouc ni barbe.

Après avoir évoqué l'affaire Danval et mis en garde les jurés contre une erreur judiciaire possible, M^e Nicolai termine en demandant l'acquittement de son client.

A six heures, le jury se retire pour délibérer.

Au bout de vingt-cinq minutes, il revient avec un verdict affirmatif sur les deux questions, mais mitigé par des circonstances atténuantes.

La Cour se retire pour délibérer sur l'application de la peine est condamne

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Les trois groupes politiques anglais, conservateurs, libéraux et travaillistes, continuent à se disputer le fromage. Comme nous l'avions prévu, le Labour Party, au seuil du Pouvoir, commence à faire marche arrière et abandonne son programme minimum.

Le correspondant du Times en Ecosse, qui a pris connaissance d'un aperçu du plan du gouvernement travailliste, précise qu'il n'y est pas question d'un impôt sur le capital ni de quelque autre mesure similaire.

Les conservateurs qui jusqu'au dernier moment ont espéré sauver leur parti du désastre, sont affolés depuis que le parti libéral se refuse à faire la coalition avec eux.

Pendant que tous ces politiciens tournent autour de l'assiette au beurre, le chômage subsiste, et la misère grandit avec l'hiver.

En Allemagne, la situation qui semblait s'améliorer, est à nouveau troublée.

A Berlin, 150.000 ouvriers de la métallurgie se sont mis en grève ne voulant pas accepter une diminution de salaire.

Si l'on parle de diminuer les salaires, l'on menace par contre d'augmenter les heures de travail, et nous apprenons de Cologne que les usines de laminage Mannesmann ont fermé leurs portes en raison du refus des ouvriers de travailler plus de huit heures.

Si le conflit s'envenime, nous verrons sans doute, comme par le passé, les fusils français se mettre au service du capitalisme allemand, car l'argent n'a pas de patrie.

Au Mexique c'est toujours la Révolution, mais pas la notre. Révolution de partisans, où deux groupes de capitalistes se partagent le gâteau. Que l'un ou l'autre soit victorieux peut nous importe, la situation du prolétariat n'en sera nullement changée.

Les Etats-Unis qui ne perdent jamais une occasion, profitent de la situation mexicaine pour vendre des canons et des munitions. Il faut tirer parti de tout.

Pour terminer quelques mots sur la Russie, qui continue ses interventions diplomatiques pour reprendre en Europe sa place de « nation civilisée » que le capitalisme international peut bien lui rendre sans danger.

Nulle amélioration dans le monde entier pour le prolétariat qui doit ici comme partout continuer sa lutte pour abîler la politique et ses conséquences néfastes.

J. G.

ALLEMAGNE

GRANDES GREVES

Berlin, 4 janvier. — Le nombre des grévistes dans l'industrie métallurgique de Berlin s'élève aujourd'hui à 150.000.

La cause de cet arrêt du travail, est la prétention des industriels de diminuer les salaires des ouvriers, malgré le prix élevé de la vie.

Espérons que nos camarades tiendront jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

UNE GREVE QUI PREND DE L'EXTENSION

Berlin, 4 janvier. — Le nombre des grévistes dans l'industrie métallurgique de Berlin s'élève aujourd'hui à 150.000.

DIX HEURES DE TRAVAIL !

Berlin, 4 janvier. — Les patrons et les ouvriers de l'industrie métallurgique de Haute-Saxe ont convenu de porter à dix heures la durée de la journée de travail.

ÉTATS-UNIS

LA CATASTROPHE DE PEORIA

Nous avons hier entretenu nos lecteurs et amis, du terrible accident survenu dans une usine, à Peoria (Illinois).

Une dépêche de ce jour nous informe qu'il y eut deux explosions, et que la seconde fut la plus violente. Sur 76 employés qui constituaient l'équipe de nuit, 28 seulement sont indemnes. Suivant un communiqué de la compagnie intéressée, il y aurait trente-cinq morts, six manquants, et quarante-trois blessés dont deux ne survivront probablement pas à leurs brûlures.

Les voilà bien, les rentes des Travailleurs !

GRÈCE

CHANGEMENT DE MONARQUE

M. Venizelos est arrivé à Athènes ce matin 4 janvier, à quatre heures. Il a déclaré aux journalistes qu'il étudiera la situation et qu'il restera en Grèce jusqu'à ce qu'une solution soit intervenue.

Un qui s'en va, un autre qui revient : c'est toujours pareil pour le peuple grec.

INDES

L'IMPERIALISME BRITANNIQUE

Delhi, 4 janvier. — MM. Pundit Malaviya, et d'autres députés, ont déposé une motion à l'assemblée législative, priant lord Reading, vice-roi des Indes, de relâcher immédiatement Gandhi, l'agitateur indien.

A TRAVERS LE PAYS

LE TRES-HAUT EN COURROUX

Auch, 4 janvier. — Le clocher de l'église de Saint-Soulan, canton de Lombez (Gers), depuis longtemps, était lézardé et s'est effondré causant des dégâts à l'église.

Vraiment le bon Dieu n'est pas gentil. Il aurait pu trouver un autre endroit où manifester sa colère.

UN IMBECILE

Troyes, 4 janvier. — Pour se venger de sa femme, Régina Bernot, 38 ans, avec laquelle il était en instance de divorce, l'a nommé Henri Champagne, 36 ans, ouvrier agricole à Racines, prit son fusil et se rendit au domicile de sa femme. Il y trouva son rival, Alphonse Pillot, 27 ans, célibataire, qu'il abattit d'un coup de feu. Le blessé a été transporté à l'hôpital de Troyes dans un état très grave.

Le meurtrier a été arrêté.

N'aurait-il pas mieux fait de rester tranquille plutôt que d'accomplir un geste à la fois inutile et criminel ?

AH ! NON ! MERCI

Voici maintenant que l'Union Civique a décidé de créer un service spécial de secours (transports, distributions diverses) destiné à fonctionner en liaison avec ceux de la préfecture. Elle recherche actuellement le personnel et le matériel nécessaires.

Au vraiement ! Nous nous souvenons des « services » rendus par l'Union durant la journée du 1er mai. Il y a assez de victimes comme cela. Merci, messieurs !

UN GRAVE ACCIDENT

Amiens, 4 janvier. — M. Coudy Edmond, âgé de 49 ans, coiffeur à Lucheuix, qui circulait hier soir avec une bouteille, a heurté un tas de cailloux et est tombé : il a eu les intestins perforés par des éclats de verre. Son état est désespéré.

IL S'EST SERVI

Nice, 4 janvier. — Cet après-midi, a été arrêté à Nice un receveur de l'Enregistrement à Nice. Il aurait détourné au préjudice du Trésor une somme non encore évaluée, mais qui dépasserait 500.000 francs.

A raison de 1.800 francs par an, c'est à dire pour deux cent cinquante ans que ce fonctionnaire a pris. Ce n'est pas mal.

UNE MAISON S'EFFONDRE

Nevers, 4 janvier. — A Grenois, la maison habillée par la famille Charmois s'est effondrée. Deux jeunes filles ont été ensavées sous les décombres. Lorsqu'on partait à les dégager, l'aînée avait succombé et la seconde a reçu de graves blessures.

UN HOTEL QUI SAUTE

Oran, 4 janvier. — Une explosion s'est produite ce matin dans un hôtel situé près du théâtre municipal. La plus grande partie de l'immeuble a été sautée. Les plafonds de trois étages se sont effondrés. Les dégâts sont importants.

Depuis trois jours, une fuite de gaz existait dans la salle publique. Ce matin, des ouvriers électriens, venant prendre leur travail, ont enflammé des allumettes, provoquant ainsi l'explosion.

Il y a douze blessés dont deux grièvement.

DANS UN PRECIPICE

Cransac, 4 janvier. — M. Espellicat, âgé de 60 ans, domicilié près de Rulhe, conduisait la nuit un char à bœufs lorsqu'il tomba dans un précipice bordant la route. Il a été tué sur le coup.

blier, oublier à tout prix. J'ai demandé l'oubli au jeu, aux excès de toutes sortes ; j'ai pris l'habitude de mal vivre. Ma mère est morte de chagrin. C'a été mon second crime. Et j'ai continué. Si je parlais de remords, on ne me croirait pas, et l'on aurait raison. Qu'est-ce que c'est que des remords qui ne vous empêchent pas de recommander ? Maintenant, je suis au bout, les de moi-même et les de la vie. Hier, par hasard, j'ai entendu prononcer le nom de Fabry. Le passé m'a pris à la gorge et j'ai suivi le jeune homme qui porte ce nom...

— Mon fils ! Vous avez vu mon fils !

Hélène fixait sur Cortez le regard égaré.

— Vous avez vu mon fils ! Ah ! malheureuse ! Et lui vous a-t-il vu ?

— Non.

— Il ne faut pas qu'il vous voie ! Il ne faut pas qu'il vous rencontre !

— Pourquoi ?

— Parce qu'il voudrait venger sur vous la mort de celui qu'il croit son père ! Parce qu'il vous provoquerait, parce qu'il vous tuerait peut-être ! Et vous sentez bien que c'est impossible !

— Impossible ! balbutia Cortez. Je ne comprends pas. Impossible ! Pourquoi ? Cet enfant, c'est le vôtre.

Hélène, debout, regardait Cortez en face. Un souffle de vallance animait son petit corps frêle.

— Oui, le vôtre ! Mais il est à moi, rien qu'à moi ! C'est moi qui l'ai nourri, qui l'ai élevé, qui l'ai aimé, qui en ai fait un homme ! Vous, vous ne savez pas même qu'il existait. Vous aviez fui ; et je serais morte de douleur, de remords et d'abandon si ce petit être dont la vie commençait en moi ne m'eût imposé le devoir de vivre. Depuis ce jour, j'ai été mère, rien que mère, absolument mère. Je vous ai oublié, j'ai

LES CRUES

VITRY

C'est la désolation. Population ouvrière souffrant plus qu'ailleurs, si c'est possible, de la crue des lieux.

Des familles entières ont abandonné leur logis. La municipalité ne peut les recueillir, et les pauvres errants cherchent des refuges pour abriter leur triste sort. L'on a sauvé ce que l'on pouvait, pas grand' chose, hélas ! et le reste est définitivement sacrifié.

Des vieillards, des femmes, des enfants, reposent au hazard de l'abri qu'ils ont trouvé, sur des paillasses événtrées, et la scène est pénible.

Et dire qu'avec quelques millions l'on aurait évité cette innombrable désastre !

Les responsables se rendent compte de la faute qui pèse sur leurs épaules ?

SAINT-DENIS

Saint-Denis qui souffre aussi des inondations, n'est pas encore dans une situation désespérée. La circulation est assurée dans certains quartiers bas par des bateaux militaires, qui transportent les ouvriers à leur travail.

Sur le boulevard Ornano, la chaussée est envahie.

A l'Ile-Saint-Denis, le danger grandit cependant, et ce soir, on cofait 12 cm. de plus qu'hier. Certaines usines ont dû fermer leurs portes, mettant sur le pavé quelques centaines d'ouvriers de plus.

A Asnières, quatre usines ont fermé hier au soir. Il y a 200 chômeurs.

BONNIERES

L'usine Piret a également fermé ses portes ne pouvant plus fonctionner sans danger depuis ce matin. Encore des pauvres gens qui vont se trouver sans pain.

En province

LA LOIRE GROSSIT ENCORE

Saint-Etienne, 4 janvier. — La Loire est démesurément grossie au Pertuiset, près de Firminy, ainsi que ses deux affluents, l'On-dains et la Gimpalle, qui débordent sur tout leur parcours.

LE RHONE SORT DE SON LIT

A Saint-Pierre-de-Beau et à Chavany, le Rhône est sorti de son lit, inondant les champs riverains et obligeant la population à employer des bateaux pour se ravitailler. Plusieurs maisons sont cernées par les eaux.

La neige tombe en abondance depuis ce matin sur Saint-Etienne et la région.

DERNIERE HEURE

La crue de la Seine

M. Yves Le Trocquer, ministre des Travaux Publics, a visité cet après-midi un certain nombre de localités sinistrées de la banlieue Sud-Est de Paris, notamment Alfortville et Vitry. Nous ne doutons pas de l'heureuse influence qu'aura sur sa présence sur l'inondation !!!

Les diverses indications météorologiques communiquées ce soir confirment les prévisions du service des crues.

La Seine est en baisse jusqu'à son confluent avec la Marne, mais un flot est encore signalé sur cet affluent : ce flot retardera légèrement la baisse des eaux de la Seine.

On estime dans ces conditions que le maximum prévu de 7 m. 10 sera atteint dimanche prochain et qu'une décrue sensible se produira presque immédiatement.

A Melun, ce soir, une baisse des eaux de 7 centimètres a été constatée. M. Peyrat, préfet de Seine-et-Marne, accompagné de MM. Dupuy, secrétaire général, et Brochet, commissaire de police, ont continué à visiter aujourd'hui les régions sinistrées du département. Elles n'en étaient pas plus fâchées pour cela !

D'autre part, les moulins de Moret, Nemours et Sens se trouvent arrêtés. Le préfet de Seine-et-Marne a fait aujourd'hui des démarches auprès du ministre de la guerre pour que ces municipalités ne manquent pas de pain.

Du côté de Troyes, une hausse des eaux de 2 centimètres a été constatée à Gomméville et à Mussy-sur-Seine. La cote à Troyes, était hier de 3 m. 82 ; elle est aujourd'hui de 3 m. 20 ; à Bray-sur-Seine, hier 3 m. 28 ; aujourd'hui, 3 m. 26.

Allons-nous malgré tout vers une décrue ?

tout oublié. Dans le monde entier je ne voyais que lui. Pourquoi êtes-vous revenu ? Que venez-vous faire ici ? Que voulez-vous ? Si mon fils continue à se croire le fils de M. Fabry, il sera votre ennemi. S'il apprend qu'il est le vôtre, il me méprisera. Et au pire !

Elle parlait inutilement. Cortez s'était tout en deux mots : « un faussaire, un espion, n'a pas de fils. » Et il baissait la tête.

Ah ! il s'est retrouvé Hélène lorsqu'il était venu la chercher, s'il avait connu son enfant au berceau, sa vie aurait été tout autre ! Mais à quoi bon même supposer cela ?

Rassurez-vous, dit-il ; M. Victor Fauby ne saura jamais qui je suis. Depuis plus de vingt ans, j'ai quitté mon nom pour prendre celui de ma mère, et je vous promets de ne rien lui dire. Mon séjour à Lyon aura peu de durée, et ce séjour sera le dernier. Vous vivrez en paix. Pour moi, je ne vous demande qu'une chose. Au nom de ce que vous avez souffert, pardonnez-moi.

— Je vous pardonne.

— Adieu, dit-il. Votre fils pourra rentrer, et ma présence ici l'étonnerait.

Lentement il se dirigea vers la porte. Mais au lieu de l'ouvrir, il s'appuya contre le montant et se mit à sangloter.

— Mon fils ! Mon fils ! répétait-il.

— Courage ! dit Hélène attendrie. Merci. Courage !

Il reprit sa fermeté.

— Hélène, nous trav

L'Action et la Pensée des Travailleurs

PARTIE REMISE

Le repli communiste

L'Humanité d'hier annonce que le meeting communiste (avec ordre du jour syndical) fixé au samedi 5 janvier, rue Grange-aux-Belles, est reporté au vendredi 11 janvier, même salle.

Et elle ajoute :

Ce meeting organisé à l'occasion de l'anniversaire de l'occupation de la Ruhr aura une importance toute particulière. Y seront traitées toutes les questions se rapportant à cette occupation avec toutes les conséquences désastreuses qu'elle comportera pour les prolétariats des deux pays intéressés.

Ainsi donc, le Parti Communiste et ses amis de certains syndicats reculent devant la colère des masses syndicales de la région parisienne. Suivant le langage technique du grand stratège Boukharine, nous assistons à une manœuvre de repli. Nous ne sommes pas dupes.

Que les gênes du P.C. se mettent bien dans la tête qu'ils ne sont, à la Maison des Syndicats, que des invités, au même titre que les autres groupements extérieurs. Il ne faut jamais abuser de l'hospitalité.

Déjà, pour la seconde conférence de Francfort, alors qu'il s'agissait de Comités d'action, la C.G.T.U., sous la pression des syndicalistes, avait décidé que les questions syndicales étaient du seul ressort confédéral.

Aujourd'hui, après Bourges, le P.C. jette le masque et veut brûler les étapes de subordination. Aux aveugles d'y voir enfin clair ! Aux énergiques de se dresser vigoureusement contre cette tentative de castration du syndicalisme !

Dans les milieux syndicaux où l'alerte fut chaude jeudi, on reste sur le qui-vive et la journée d'hier fut fertile en commentaires indignés et en résolutions viriles. Les nombreux militants que nous avons vus sont unanimes à vouloir empêcher l'insolente opération qui se prépare.

Voici d'abord la protestation du syndicat des sciures de pierre tendre :

Le bureau syndical joint sa protestation à celle des autres organisations, concernant le sans-gêne avec lequel le bureau de l'U.D. prête la salle de l'Union à un parti politique.

Le bureau syndical conteste à n'importe quel parti politique le droit de s'emparer du programme syndicaliste révolutionnaire. Il attire sur ce fait l'attention de la C. E. de la C.G.T.U.

Il ajoute que seuls les syndiqués doivent disposer de la grande salle et que c'est exclusivement pour cela que les ouvriers paient des cotisations depuis vingt ans.

Le Conseil pose la question suivante, à savoir si l'U.D. est devenue une succursale du P.C.

Le bureau syndical.

D'autre part, le syndicat unique du Bâtiment fait savoir à ses adhérents que si l'ordre du jour du meeting communiste a changé d'aspect le syndicat reste dans le même point de vue. Son secrétaire nous a remis la note suivante :

Des organisations syndicales ont relevé le défi porté aux syndicalistes actionnaires de la Maison des Syndicats par l'Humanité de jeudi qui annonçait un meeting sur la vie chère, les salaires et les 1.800 fr. des fonctionnaires. Leur protestation a obligé de mettre un masque et de reculer le meeting.

La période électorale est ouverte et, s'il est indéniable que tout groupe peut s'occuper de tout ce qui lui plaît, il reste à savoir si la Maison des Syndicats a été construite pour que d'autres viennent y faire la besogne des syndicats ou leur proposer une élection.

La question doit être posée à la Maison des syndicats et peut être résolu dans ce sens : les organisations extérieures qui demandent une salle devront indiquer l'ordre du jour de leur réunion, l'administrateur-délégué et, au besoin, le bureau de l'Union devant refuser la salle pour toute propagande contraire à l'action syndicale ou y substituer.

Il serait paradoxal de voir chez ceux qui ont voté des décisions de congrès contre l'armée, la patrie ou autre chinoiserie, d'y voir prôner ces mêmes entités.

L. CHARBONNEAU.

MINORITÉ SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

A tous les Syndiqués Minoritaires A toutes les Unions et Fédérations Minoritaires

Un moment où le syndicalisme révolutionnaire subit une crise redoutable, au moment où grandit le courant qui entraîne syndiqués et syndicats vers l'autonomie ou vers la rue Lafayette, la minorité syndicaliste constate que cette crise est la conséquence logique et prévisible de la politique syndicale du Parti Communiste, entérinée et renforcée par l'abdication de la majorité confédérale devant le Parti.

Mais, placant, contrairement aux politiciens, les intérêts de la classe ouvrière et son désir d'unité au-dessus de toute vaincre préoccupation de tendance, la minorité croit utile de rappeler, en les précisant, les termes de son dernier manifeste relatif à l'unité.

En particulier, en ce qui concerne l'autonomie préconisée par certains minoritaires bien intentionnés, la minorité pense que cette tactique ne saurait aboutir à la reconstitution de l'unité syndicale.

Il serait vain, en effet, de croire que l'ensemble des organisations adoptera ce système. Il restera toujours des syndicats, et de nombreux, fidèles à la C. G. T. ou à la C. G. T. U. et permettant la vie de ces deux organismes.

Les syndicats autonomes, dans l'impossibilité où ils seront de faire face, isolés, à la coalition capitaliste, seront obligés de se

grouper entre eux, et ils aboutiront, après une vaine tentative de dissolution des deux C. G. T. existantes, à la constitution d'une troisième C. G. T.

L'exemple de l'Allemagne, d'ailleurs, confirme cette thèse. C'est l'application du système de l'autonomie qui a conduit la classe ouvrière de ce pays au morcellement, et à la constitution d'autant de centrales syndicales qu'il y a de courants politiques ou philosophiques.

Quant à l'unité organique, à la base elle semble ne pas être plus efficace. Si, théoriquement elle paraît pouvoir donner des résultats, pratiquement elle s'affirme impénitamment à atteindre le but poursuivi.

L'expérience du P. C. vient de démontrer l'éclattement, en effet, que ces sortes de tentatives n'aboutissent jamais à l'unité réelle. Elles ne réalisent qu'une unité partielle, les syndiqués fidèles à la C. G. T. désertée, reconstruisant immédiatement des syndicats adhérents à cette C. G. T.

Aussi, ce système a-t-il uniquement pour résultat d'enfoncer quelques organisations unitaires dans le giron de la C. G. T. Ce ne peut être là, de toute évidence, le but poursuivi par les membres de la minorité syndicaliste révolutionnaire.

Pour ces raisons, et dans l'état actuel des choses, la minorité pense que l'unité ne saurait être réalisée à la fois au sommet, et à la base que par la réunion d'un congrès confédéral d'unité.

Ce congrès, auquel s'opposent certains dirigeants, peut, et doit être provoqué par la masse de plus en plus acquise à l'idée d'unité.

A cet effet, la minorité préconise la constitution de l'unité d'action à la base par la création de comités mixtes, inter-fédération, inter-union, inter-syndicat, destinés à dresser l'ensemble des travailleurs partisans de l'unité contre tous les adversaires de l'unité, quels qu'ils soient, et chargés de défendre par les moyens de lutte de classe, les intérêts corporatifs de l'ensemble des travailleurs.

Bien entendu, chacune des organisations majoritaires et unitaires adhérentes à ces comités, prendrait l'engagement de défendre auprès de son organisme central la réunion du Congrès confédéral, et par conséquent la réalisation définitive de l'unité organique totale.

La minorité, soucieuse d'éviter tout nouveau morcellement des forces prolétariennes, adresse une fois de plus un pressant appel à tous les militants et à tous les syndiqués.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Elle